

**REPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA
FORMATION**

Concours d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire

EPREUVE :ECONOMIE

L'épreuve d'économie comprend deux parties :

a • La première partie : (10 points)

Elle est constituée de 10 questions à choix multiples (QCM)

Le candidat doit cocher une seule réponse correcte

• La seconde partie : (10 points)

Elle porte par un sujet de synthèse.

PREMIERE PARTIE (10 points)

1) Le coût d'opportunité de détention de la monnaie correspond :

a - au niveau général des prix ;

b - au degré de liquidité dans l'économie ;

c - au revenu ;

d - au niveau d'intérêt .

2) Tolérer l'existence d'un monopole naturel est dû :

a - aux économies d'échelle importantes ;

b - à l'utilisation judicieuse des ressources rares ;

c - à l'efficacité de la production ;

d - à la faiblesse du secteur privé .

3) En concurrence pure et parfaite, le profit disparaît à long terme. Cela est dû à :

a - l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché ;

b - la hausse de la demande ;

c - la hausse des coûts de production ;

d - la hausse du niveau général des prix .

Au cours de ces dix dernières années le taux de croissance moyen du PIB réel par tête Tunisien était de l'ordre de 5 % supérieur à celui des Etats Unis d'Amérique qui était de l'ordre de 2,11 %. Si cette tendance se maintient :

- a - le PIB réel par tête tunisien doublera dans une période proche de 14 ans alors que celui des Etats Unis d'Amérique doublera dans 33 ans environ ;
- b - le PIB réel par tête Tunisien doublera dans à peu près 18 ans alors que celui des Etats Unis d'Amérique doublera dans 30 ans ;
- c - le PIB réel par tête Tunisien doublera dans 17 ans alors que celui des Etats Unis doublera dans 33 ans ;
- d - le PIB réel par tête Tunisien doublera dans 14 ans alors que celui des Etats Unis d'Amérique doublera dans 30 ans ;

Soit une fonction de production :

$$Q = 10 L^{1/2} K^{1/2}$$

Où q, K et L représentent respectivement l'output et les deux facteurs capital et travail. Le coût total s'élève à 900 et les coûts des facteurs sont de 9 pour une unité de capital K et de 3 pour une unité de travail L. Le coût marginal est de :

- a - $6 \cdot 3^{1/2} q$;
- b - $6 \cdot 3^{1/2}$;
- c - $6 \cdot 4^{1/2}$;
- d - $3 q$;

Soit la fonction d'utilité suivante :

$$U = x y^{1/2}$$

La fonction de demande de y est : (avec p_y le prix du bien y, R le revenu)

- a - $y = R / 2p_y$;
- b - $y = R / 6p_y$;
- c - $y = R / 3p_y$;

- 7) Les élasticités prix et revenu du bien y relatives à la fonction d'utilité $u = XY^{1/2}$ sont respectivement :
- a - -1 et 1 ;
- b - -0,5 et 0,5 ;
- c - 1 et -1 ;
- d - -1 et 1,5 ;
- 8) La concurrence à la Bertrand est une concurrence par :
- a - les prix et les quantités ;
- b - les prix ;
- c - les quantités ;
- d - la capacité d'innovation ;
- 9) L'investissement net est défini comme :
- a - la somme de l'investissement induit et de l'investissement autonome ;
- b - l'ensemble des amortissements réalisés pendant une période donnée ;
- c - l'investissement total moins les amortissements ;
- d - l'investissement d'expansion plus les investissements de remplacement ;
- 10) La pente de la fonction de consommation :
- a - doit être égale à celle de la fonction d'épargne pour que l'économie soit en équilibre ;
- b - s'interprète comme la part du revenu total affectée à la consommation ;
- c - est forcément supérieure à celle de la demande globale ;
- d - indique la part d'un dinar de revenu supplémentaire qui est affectée à la consommation ;

DEUXIEME PARTIE (10 points)

Analyser la citation suivante :

Les modèles récents de la croissance économique (Romer (86), Lucas (88)) montrent que l'éducation est un investissement économiquement et socialement productif et contribue à la croissance économique. Dans de nombreux pays en développement, l'éducation est financée et assurée essentiellement par l'Etat. L'expansion de l'éducation dépend par conséquent des ressources budgétaires disponibles. Ces dernières années, toutefois, une situation macroéconomique peu favorable, des déficits budgétaires de plus en plus importants et les besoins concurrents de ressources publiques des différents secteurs ont réduit la capacité de la plupart des gouvernements de continuer à développer l'éducation. Simultanément, la contribution que pourraient apporter les ménages est limitée par les modalités de financement actuelles. Il en est résulté un sous-investissement dans l'éducation, tandis que la contribution que les ménages seraient disposés à faire à cet égard reste inexploitée. Les modalités de financement actuelles entraînent également une allocation peu judicieuse des dépenses d'éducation de l'Etat, une baisse de la qualité de l'enseignement et une absence d'incitation de la part des étudiants et de l'administration.